

administratifs, tel le ré-investissement des profits de certaines ventes de propriétés pour réduire les frais de location.

J'ai tenu à éviter la fermeture de missions à l'étranger. En fait, le gouvernement est très intéressé par la possibilité d'étendre notre représentation à l'étranger par des moyens innovateurs. Nous pensons, en particulier, à la création de micro-missions, c'est à dire un ou deux employés canadiens appuyés par une plus large mission située ailleurs. Nous pensons aussi aux nouvelles possibilités de colocation avec d'autres pays, l'Australie par exemple.

Ainsi, le budget principal du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international s'établit, pour 1995-1996, à 1,3 milliard de dollars, soit une réduction de 104,9 millions de dollars (7,5 p. 100) par rapport à l'année dernière.

Comme je l'ai dit, nous devons continuer, malgré les contraintes budgétaires que nous connaissons, à remplir nos objectifs de politique étrangère. Ainsi, nous devons exercer de plus grandes mesures de contrôle et améliorer sans cesse nos pratiques de gestion. Les employés du Ministère ont déjà comme objectifs clefs la responsabilité, la réduction des coûts et un meilleur contrôle financier.

Vous le savez, notre prospérité en tant que pays dépend de notre capacité à exporter et à conquérir de nouveaux marchés. Plus de la moitié du personnel du Ministère à l'étranger se consacre à la livraison des programmes commerciaux, économiques et d'investissement.

Les recommandations sur les moyens d'effectuer des économies et recentrer nos ressources nous ont été fournies par la communauté des affaires par le biais d'un examen du Commerce international présidé par M. L.R. « Red » Wilson.

Pour faire suite aux recommandations de ce Comité, nous allons restructurer notre Programme de développement des marchés d'exportation [PDME] de manière à ce que les principaux bénéficiaires en soient les PME. Cette restructuration permettra à elle seule des économies de l'ordre de 7 millions de dollars sur trois ans.

Je sais que certains d'entre vous s'intéressent aux PME et suivent avec intérêt les nouvelles initiatives que nous avons prises à leur égard. Nous ne devons pas oublier que les PME forment plus de 90 p. 100 de notre clientèle, et méritent ainsi un appui accru de notre part. Je n'ai pas l'intention de parler pour mon collègue le ministre du Commerce international que vous rencontrerez jeudi, mais j'aimerais quand même exposer quelques-unes de nos initiatives en la matière.

Le Ministère a collaboré avec la Société pour l'expansion des exportations [SEE], la Corporation commerciale canadienne [CCC] et